

Daeninckx | Mako  
Postface de Pascal Blanchard

# LA MAIN ROUGE



- ARRÊT SUR HISTOIR

# LA MAIN ROUGE

Daeninckx | Mako



Martin Dequinquert vit et travaille à New York depuis de nombreuses années. Il est marié à Sarah. Ce matin de septembre, ils se rendent tous les deux en taxi à leur travail, au World Trade Center. Comme d'habitude, ils se font signe : Sarah dans une des tours jumelles et Martin dans l'autre. C'est alors qu'un avion percute le bâtiment dans lequel se trouve Sarah. La violence de l'attentat va brutalement faire revivre à Martin un épisode dramatique de son enfance, en Belgique. Il décide de rentrer en Europe et de retrouver les assassins de sa famille, plus de quarante ans après les faits. Ce qu'il va découvrir le poussera à agir en dehors des règles.

**Didier Daeninckx** publie son premier roman, en 1984 *Meurtres pour mémoire* dans la « Série Noire » de Gallimard. Auteur reconnu, il ancre ses intrigues dans la réalité sociale et politique. **Mako** (Lionel Makowski), dessinateur, a co-signé avec Didier Daeninckx, entre autres, *Dernière Station avant l'autoroute*, prix Polar du Meilleur album one shot à Cognac en 2010. Didier Daeninckx et Mako sont les auteurs et dessinateurs de la bande dessinée *Octobre noir* publiée aux Éditions ad libris, en 2011.



# **La Main rouge, au cœur de la guerre d'Algérie**

par **Pascal Blanchard**

Historien, spécialiste du « fait colonial », Pascal Blanchard a publié une trentaine d'ouvrages dont *Culture coloniale en France* (CNRS Éditions/Autrement, 2008), *La colonisation française* (Les Essentiels Milan, 2012) et, en octobre 2013, il co-dirige *La France arabo-orientale. Treize siècles de présences* (La Découverte).

**« Ni la CIA, ni le Mossad israélien, ni même le KGB  
ne disposaient alors de troupe d'élite aussi  
nombreuse et formée, capable de commettre  
un grand nombre de meurtres à l'étranger. »**

Constantin Melnik

Pour un historien du « fait colonial » parler de l'Algérie en guerre est déjà affaire de spécialiste. Parler des enjeux militaires au cours de ce conflit est encore plus affaire de spécialiste. Parler de services secrets, d'attentats et de crimes d'État devient une affaire d'expert. Mais, lorsqu'il s'agit d'une affaire aussi complexe que celle-ci – *la Main rouge* – où l'information croise la désinformation, alors il n'est même plus possible de faire la part du vrai et du faux, l'historien se transforme en enquêteur. Il faut, avec beaucoup de modestie, essayer de recomposer un puzzle à jamais complexe. Il faut alors aussi éviter de juger à la hâte. Il faut enfin essayer de comprendre et d'expliquer. Il faut aussi savoir raconter cette incroyable histoire.

En outre, il serait trop facile de réduire l'histoire de la guerre d'Algérie à cet « épisode », l'histoire est plus complexe, comme celle de l'Armée française, et toutes les guerres ont leur part d'ombre. Sans jugement anachronique, sans jugement tout court, il faut pourtant plonger – et des deux mains – dans ce qui demeure comme une des « pages sombres » de l'histoire de la IV<sup>e</sup> République finissante et de la V<sup>e</sup> République naissante.

C'est surtout une histoire qui est révélatrice de la complexité de ce conflit au cœur de la société française au temps de la Guerre froide. Un conflit pour lequel il a fallu attendre quatre décennies pour commencer à prononcer le mot « guerre ». En 2013, nous allons « fêter » le 50<sup>e</sup> anniversaire de la mise sous silence de ce « réseau » où se croisaient des officiers, des soldats, des diplomates, des truands et des informateurs, un réseau que les plus hautes autorités de la République ont mandaté pour faire le « sale boulot ».

En ces temps de « terrorisme international » post-11 septembre, nous savons ce que tout cela veut dire. Nous comprenons d'autant mieux la complexité de ce temps, en relisant la déclaration récente de Barack Obama : « il faut reconnaître que l'on ne peut

*pas garantir une sécurité à 100 % et une vie privée à 100 % et aucun inconvénient. Nous allons devoir faire un choix de société. »*  
Ce « genre de guerre » postule ce type de paradoxe hors-normes.

Il y a des bombes, des meurtres, des loupés et de la manipulation. Il y a de l'amateurisme et des hommes politiques sans scrupule. Il y a la peur de l'autre aussi et une guerre où tous les coups sont permis. Il y a des hommes (et des enfants) qui ont laissé leur vie, d'autres des bras et des parties de leur corps lors d'attentats, il y a des bateaux au fond de la Méditerranée, des avions détournés, des affaires célèbres où résonnent les noms d'Aït Ahmed, Ben Bella, Boudiaf, Khider, Vergès, Allal El-Fassi et même Ben Barka... et où toutes les grandes figures de la IV<sup>e</sup> République sont impliquées, de Guy Mollet au général de Gaulle.

Ce fut une guerre à outrance, et les Algériens l'ont pratiquée comme les Français, tous les coups étaient permis, et tous les coups ont été de la partie. C'est tout cela que cette bande dessinée nous fait redécouvrir, à la suite d'*Octobre noir* (éditée en 2011), pour essayer d'appréhender au mieux la « vérité historique »... toujours complexe, toujours en débat, toujours douloureuse lorsqu'il s'agit de notre passé colonial.

C'est tout cela que nous raconte *La Main rouge*.

## **1954**

La France vient de perdre l'Indochine. La fin de l'empire colonial français s'amorce. La IV<sup>e</sup> République est en crise permanente. Déjà une décennie de « troubles » dans les colonies ronge la République (quatrième du nom) qui, depuis la paix tant attendue du 8 mai 1945, n'a de cesse d'entrer dans la guerre coloniale.

En novembre 1954, c'est la *Toussaint rouge*, la guerre d'Algérie commence... Elle va durer huit ans... Les braises indochinoises sont à peine éteintes, l'encre des traités n'est même pas sèche, et la violence coloniale se transforme en « guerre ». La France va être plongée dans un conflit sanglant, faire appel à ses enfants, s'immerger dans une violence sans limite où la torture devient la règle, les bombes rythmant le temps qui passe, et les gouvernements successifs n'ayant qu'une ligne directrice : répondre coup pour coup au FLN...

D'autres Français soutiennent alors les Algériens dans leur lutte – ils étaient peu nombreux –, devenant pour la postérité des « porteurs de valises ». Pendant ce temps, les combattants du FLN se battaient pour leur liberté, mais faisaient aussi disparaître les cadres et militants du MNA de Messali Hadj. Tous les protagonistes vont mentir sur la réalité de ce conflit. Et ils vont en écrire, sur les deux rives de la Méditerranée, l'histoire officielle.

La France va surtout cacher les exécutions sommaires, les enlèvements, les détournements d'avions, les destructions de cargos et les manipulations de l'opinion. Car elle sait, dès ces années de guerre, qu'elle se met hors-la-loi, hors-la-morale, hors-normes. Pour cela, les services secrets français et les responsables politiques français – de droite comme de gauche, socialistes comme gaullistes – vont inventer un groupuscule occulte pour masquer leurs actions secrètes, *la Main rouge*. La grande manipulation commence ; elle va durer huit ans.

Au moment où le FLN se lance dans la guerre de Libération nationale, le gouvernement français est en pleine instabilité, l'Armée est en plein doute, les services de renseignements sont au cœur de la Guerre froide. C'est au cœur de tout cela que la machine républicaine dérape...

## 1955-1956

Très rapidement, Paris prend conscience des capacités d'organisation et de nuisance du FLN. Avec la démission de Pierre Mendès-France en février 1955, la politique que va mettre en place le gouvernement sera de plus en plus répressive, notamment avec la loi sur l'état d'urgence d'avril 1955. À partir d'octobre 1955, la répression est efficace et une centaine de membres du FLN est arrêtée en France. Mais ce n'est pas suffisant pour le gouvernement français. Il faut aller plus loin... et décapiter les bases arrière du FLN et ses principaux responsables.

Tout bascule en janvier 1956, alors que la France électorale est partagée entre la SFIO et le mouvement poujadiste (avec notamment le député Jean-Marie Le Pen), et que le parti gaulliste, le RPF, s'effondre... Le temps de Guy Mollet débute à la tête d'un gouvernement qui, avec quatorze mois, bat le record de durée de la IV<sup>e</sup> République, de février 1956 au 21 mai 1957.

Initialement porté aux responsabilités par une coalition pour une « paix négociée en Algérie » (avec François Mitterrand et Jacques Chaban-Delmas), Guy Mollet se tourne – après la « journée des tomates » (6 février 1956) – vers une position plus ferme (pas de négociations avant un cessez-le-feu). Dans ce contexte, le Congrès de la Soummam d'août 1956, considéré comme un événement déterminant dans la réussite de la révolution algérienne, est à cet égard un instant de basculement. Il pose en effet les bases d'une structuration et d'une « professionnalisation » de l'insurrection. Et, par effet second, une réorganisation de la répression du côté des Français.

Toute cette histoire de *La Main rouge* va naître dans ce contexte d'ultra-violence. Le nom même s'impose progressivement – une réponse habile à la *Toussaint rouge* – pour signer les actions secrètes des services français. Ce nom vient – à l'origine – d'un groupe d'activistes fondé par des colons nord-africains au cours des années 50. Cette *Main rouge* « canal historique » est notamment responsable de l'assassinat du dirigeant syndical Farhat Hached à Tunis en 1952 (voir focus page 62), mais aussi du patron du journal *Maroc-Presse* Jacques Lemaigre-Dubreuil en 1955. La médiation de ces actions va faire en quelques mois de ce mouvement colon et ultra-nationaliste une référence dans l'opinion française.

C'est ce nom, qui sera « réactivé » par le Sdece (Service de documentation extérieure et de contre-espionnage) pour masquer sa propre activité secrète qui a débuté à la fin du mois d'août 1956, avec le soutien du président du Conseil Guy Mollet, de son ministre de la Justice François Mitterrand, de son ministre de la Défense (futur président du Conseil) Maurice Bourgès-Maunoury et du ministre de l'Intérieur Jean Gilbert-Jules.

Le coup d'envoi des actions « homo » (pour homicide) du groupe, qui, en interne, s'appelle *Braintrust*, a lieu le 28 septembre 1956, après l'autorisation directe du président du Conseil. C'est du moins la première action connue et identifiée comme telle. Cet attentat va avoir lieu à Hambourg dans les bureaux du marchand d'armes Otto Schlütter, l'un des principaux fournisseurs du FLN, tuant son adjoint.

Le 22 octobre 1956, le Sdece organise le détournement de l'avion transportant quatre hauts responsables de la fédération exté-

## 1958

Pour disposer de combattants prêts à intervenir à chaque instant et n'importe où, trois camps d'entraînement sont désormais opérationnels début 1958. Alors que l'Assemblée nationale a renouvelé les pleins pouvoirs en Algérie le 12 novembre 1957 et que le gouvernement, constitué par Félix Gaillard avec Jacques Chaban-Delmas à la Défense et Maurice Bourgès-Maunoury à l'Intérieur, se met en place pour quelques mois, c'est une organisation secrète totalement réorganisée qui multiplie les actions.

C'est dans ce jeu de dupes et dans le paroxysme de la Guerre froide que l'art de la désinformation va connaître son apogée. Le 1<sup>er</sup> mars 1958, à Ostende, le cargo *Alkaira* est détruit. Dans la nuit du 30 septembre au 1<sup>er</sup> octobre 1958, les nageurs de combat du Service action frappent encore. Le navire *Atlas* appartenant à Georg Puchert est coulé à Hambourg.

Le 5 novembre 1958, un mois après la création de la V<sup>e</sup> République par le général de Gaulle – sans doute pour « fêter » l'événement dit-on au sein des services –, Aït-Ahcène, délégué du GPRA en Allemagne, installé dans les locaux de l'ambassade de Tunisie, est grièvement blessé par balle dans le centre de Bonn. L'attentat est, là aussi, signé par *la Main rouge*. Quelques semaines plus tard, l'avocat Auguste Thuveny est tué dans l'explosion de sa voiture à Rabat. *La Main rouge* signe encore l'exécution. Le mouvement est partout et le fait savoir.

Le commandant Raymond Muelle (ex-membre du service) confirme ce récit, notamment dans *Libération* en juillet 2001 : « Nos opérations "Arma" contre des bateaux, à Hambourg, à Tanger, ont systématiquement été revendiquées par la Main rouge, une couverture pour nos opérations. Il y a deux Mains rouges, précise le militaire : "La vraie et la fausse"<sup>3</sup> ».

## 1959

Cette année-là, les actions vont se succéder à un rythme effréné, et le nom de *la Main rouge* va devenir coutumier pour l'opinion publique. On installe même une base arrière. Après les « opérations », tout ce petit monde se croise, à l'occasion, à Paris dans

les locaux du Sdece, mais c'est surtout au Grand Hôtel Gambetta, avenue du Père-Lachaise, à deux pas des bureaux que les hommes de *la Main rouge* parlent et échangent sur leurs objectifs.

En mars 1959, à Francfort, après avoir fait sauter plusieurs de ses bateaux en guise d'avertissement, le Sdece tue Georg Puchert dans un attentat à la voiture piégée. La presse allemande cite pour la première fois l'expression *la Main rouge* (« Die Rote Hand », *Der Spiegel*, 3 et 25 mars 1959). Le procureur général de Francfort, Heinz Wolf, utilise le nom officiellement dans ses déclarations faites à la presse. En avril-mai 1959, les premiers articles sur la réalité de *la Main rouge* commencent à émerger dans les médias français, et notamment dans *L'Humanité* et *L'Express*.

Dans ce contexte, le 21 mai 1959, et malgré l'interdiction présidentielle d'agir sur le sol de France, l'avocat Ould Aoudia, membre du collectif d'avocats de défense du FLN est tué de deux balles en plein cœur dans Paris. Une semaine auparavant, il avait reçu une lettre de menace signée d'une empreinte de main (la signature de *la Main rouge*). Le 26 mai, sept autres avocats du collectif reçoivent des lettres.

« "Huit courriers annonciateurs de décès étaient partis du service" », affirme à *Libération* en juillet 2001 Raymond Muelle dans un article de Patricia Tourancheau, « *ex-capitaine au service Action* : "Mais la liste n'était pas close, tous les avocats du FLN étaient ciblés. Ils étaient 20 ou 22 à l'époque dans le collectif de soutien au FLN." "L'opération Homo (pour homicide) contre Ould Aoudia a été exécutée sur ordre de Matignon", sous le Premier ministre Michel Debré et, "avec le feu vert de l'Élysée", car "le vrai patron du Sdece était Jacques Foccart", l'éminence grise du général de Gaulle à la présidence de la République ».

Malgré les inquiétudes et les dérapages, l'organisation est jugée indispensable dans la lutte secrète contre le FLN à la veille de l'été 1959. Le général Paul Grossin – qui a dévoilé de nombreux secrets sur cette histoire – résume bien la situation à cette époque, en soulignant qu'il faut « stopper ces rumeurs qui attribuent les attentats aux livres piégés aux services secrets » et « convoquer quelques journalistes bien intentionnés pour leur livrer des informations inédites sur la Main rouge ».

Le Sdece produit faux communiqués, interviews fictives et décide de publier un *livre-témoignage* monté de toute pièce pour manipuler les opinions et détourner les soupçons. La machine à intox est lancée en quelques semaines. Pour lancer la campagne, on invente un faux leader de *la Main rouge*, Christian Durieux, un

<sup>3</sup> Raymond Muelle, *Sept ans de guerre en France*, Paris, Éditions Grancher, 1994.

rière du FLN de Rabat vers Tunis. Avalisée par Guy Mollet, cette opération permet de mettre hors de combat Aït Ahmed, Ben Bella, Boudiaf et Khider en les arrêtant. C'est à la suite de cette opération, et alors que l'Égypte est devenue la base arrière de la structure politique de l'Algérie en guerre, que va être déclenchée l'opération militaire sur le canal de Suez. Si l'opération est un succès militaire, c'est un échec politique.

C'est dans ce contexte d'humiliations, de premières opérations secrètes, de traumatismes de l'Armée française post-Diên Biên Phủ et d'urgences à contrer le FLN que va se développer et devenir « visible » le faux-semblant baptisé *la Main rouge*. Manière pour les véritables commanditaires de rester invisibles, tout en détruisant et en terrorisant les activistes du FLN.

## 1957

Au début de l'année, les autorités politiques considèrent que le groupe d'action se doit de pouvoir intervenir dans tous les registres de la lutte contre-révolutionnaire. Il va donc être restructuré en plusieurs branches actives<sup>1</sup>.

Pour certaines opérations, on va même recruter des truands français, marocains ou algériens pour seconder les « fonctionnaires ». Le plus célèbre d'entre eux sera Jo Attia (de son vrai nom Joseph Brahim Attia). Il reçoit comme première mission, en échange d'une neutralité de la police à son égard, d'assassiner un chef du FLN à Tanger ainsi qu'Allal El-Fassi du parti Istiqlal. Hâbleur, petite frappe, ancien membre du gang des Tractions et de la bande de Pierrot le Fou, aussi violent que bête, il prend l'argent sans remplir cette première mission. Malgré l'échec évident d'une telle politique de recrutement, de nouveaux truands vont rejoindre *Braintrust*.

Outre les militaires, les truands et les agents, il faut quelques intermédiaires pour le renseignement. La Suisse devient une cible stratégique (base arrière pour les finances du FLN) et Marcel

Mercier, officiellement « attaché commercial » auprès de l'ambassade de France en Suisse, a pour mission de recruter localement des agents. Très vite, les journaux suisses s'intéressent à l'organisation suite à des fuites émanant de l'ambassade même. La belle machine s'enraye.

Devant le scandale qui éclate, le procureur général de la Confédération suisse, René Dubois, se suicide le 23 mars 1957 après que la *Tribune de Genève* ait révélé que lui et Max Ulrich – qui sera condamné le 9 mai 1958 à deux ans et demi de prison – aient transmis à Marcel Mercier la retranscription de conversations téléphoniques entre la Légation égyptienne en Suisse et le ministère des Affaires étrangères égyptien. En France, la priorité est d'étouffer l'affaire, de marginaliser celle-ci auprès de la presse et d'éviter que le « service » soit touché. La fin du gouvernement Guy Mollet emporte les derniers échos de l'affaire du procureur suisse...

Le nouveau gouvernement dirigé désormais par Maurice Bourgès-Maunoury – au sein duquel on retrouve comme ministre Félix Houphouët-Boigny, Robert Lacoste et Jacques Bonnefous de l'UDSR – est désormais convaincu de la nécessité de « maquiller » les opérations secrètes. Pour conduire cette « réforme » et sanctionner l'affaire en Suisse, Pierre Boursicot est renvoyé et sera remplacé par Paul Grossin en septembre 1957 à la tête du Sdece. Paul Grossin est un très bon connaisseur de l'Algérie où il est d'ailleurs né en 1901. C'est lui qui ressort l'idée et le nom de *la Main rouge* de manière visible, jusqu'à imaginer inventer le faux-récit de ce mouvement anti-révolutionnaire<sup>2</sup>.

Après deux premières opérations, Paul Grossin reçoit le satisfecit du président du Conseil Maurice Bourgès-Maunoury (le même qui avait contribué à la création du groupe d'actions en tant que ministre de la Défense en 1956). En Algérie, les équipes de Paul Aussaresses sont maintenant opérationnelles. Paul Aussaresses le précise lui-même dans l'un de ses livres : « *Je préparais mes hommes à des opérations clandestines, aéroportées ou non, qui pouvaient être le plastiquage de bâtiments, des actions de sabotage ou l'élimination d'ennemis... Un peu dans l'esprit de ce que j'avais appris en Angleterre [pendant la Seconde Guerre mondiale].* » Pour renforcer ses équipes d'artificiers destinées au plastiquage au Maroc et dans les ports du Nord de l'Europe, va être recruté le « sorcier aztèque », officier parachutiste, qui n'est autre que Jeannou Lacaze, le futur chef d'état-major des armées de Valéry Giscard d'Estaing.

<sup>1</sup> Le service opérationnel en Algérie (autour de l'Armée de Jacques Massu et de Paul Aussaresses, celui qui avait créé le 11<sup>e</sup> Choc en 1946), le service au Maroc (pour la destruction des bateaux et des réseaux FLN), le service de renseignement et de désinformation, le service d'exécution en Europe (Belgique, Allemagne, Suisse et France), le service d'information (France, Algérie, Allemagne, Égypte, Maroc, ONU...). Les opérations de destruction maritime – à l'image des navires de Georg Puchert dont la firme sera la cible d'un attentat le 20 juillet 1957 à Tanger – sont coordonnées par René Taro (capitaine de corvette).

<sup>2</sup> Pierre Genève (propos recueillis et adaptés), *La Main rouge. Reportage*, Paris, Éditions Nord-Sud, 1960.

jeune Corse, professeur de mathématiques, lié à la DST, qui va revendiquer en décembre 1959 au nom de *la Main rouge* les meurtres commis.

## 1960

En lisant *L'Express* en date du 31 décembre 1959, les Français découvrent une enquête qui démontre point par point que Christian Durieux et *la Main Rouge* ne seraient qu'une « mise en scène ». Pour faire taire ces critiques, le service publie alors un livre, sous le pseudonyme de Pierre Genève, *La Main rouge*, aux éditions Nord-Sud (voir focus page 62). Véritable action de désinformation, la personnalité de l'auteur est particulièrement intéressante. Pierre Genève est le pseudonyme de Kurt-Émile Schweitzer, un ancien membre du Parti communiste suisse. Le coup est énorme.

L'ouvrage commence par ces lignes : « La Main rouge sera implacable et ses phalanges sanglantes poursuivront sans relâche les assassins, les traîtres et les saboteurs de notre patrie. » Pour brouiller encore plus les pistes, le Sdece imagine également un nouvel organe politique pour accompagner les actions de *la Main rouge* : la Catena (pour Comité AntiTerroriste Nord-Africain). Même Jacques Vergès, avocat des militants du FLN en France, reconnaît qu'à l'époque : « La Main rouge désignait pour nous les ultras, soldats perdus ou extrémistes pieds-noirs. »

Le plus incroyable c'est que cette campagne de désinformation marche. Constantin Melnik, coordonnateur des services secrets français, parle d'ailleurs de plus de cent trente-cinq « objectifs » qui ont été atteints en 1960, et huit grosses opérations menées, notamment « six bateaux coulés et deux avions détruits » un écran de fumée, une situation idéale pour placer le général de Gaulle en bonne posture pour les négociations qui allaient venir.

## 1961- 1963

La fin proche du conflit et la naissance de l'OAS (dont les réseaux sont très proches de ceux de *la Main rouge*) vont mettre sur la touche progressivement l'organisation secrète. Devant une telle situation, Constantin Melnik cherche à créer une force entre le FLN et l'OAS afin de sauvegarder les intérêts français en Algérie :

ce sera le rôle du Front algérien d'action démocratique (FAAD) avec, à sa tête, Khalifa Ben Amar, ancien du MNA. Charles de Gaulle demande rapidement de mettre fin au FAAD qui met en péril sa politique. Et dans le même temps, l'activité du service (du moins ce qu'il en reste) s'éteint progressivement et se tourne vers l'Afrique noire et notamment le Cameroun.

À l'automne 1961, Foccart demande au colonel Roussillat, chef du Service action, de neutraliser le colonel Godard, chef de l'OAS dans l'Algérois et ancien commandant du 11<sup>e</sup> Choc (un ancien de *la Main rouge*). Le colonel Roussillat déclare ne pouvoir exécuter cet ordre, car ses hommes s'y opposent. C'est le signe de la fin de l'aventure.

La purge commence et le Service action est au fur et à mesure remplacé par des membres du *réseau Foccart*. Mais, c'est l'affaire Argoud qui marque la fin définitive de l'organisation, qui devient autant une affaire de truands (Jo Attia est de retour) qu'une organisation sans véritable cohérence opérationnelle. Le colonel Antoine Argoud, pétainiste, anti-gaulliste, qui fut l'un des meneurs de l'OAS lors du coup d'État de 1961, se fait arrêter par des truands : Boucheseiche, Le Ny, Palisse et Jo Attia qui est censé se trouver dans sa cellule de la prison de Fresnes ! Il est « saucissonné » et enlevé à Hambourg, avant d'être envoyé à Fresnes pour être emprisonné.

Fin janvier 1963, il ne reste quasi plus rien de *la Main rouge*. Le général Paul Grossin a anticipé la situation en décembre 1962 et est devenu chef d'entreprise. Le commandant du Service action Roussillat occupe les fonctions de chef du personnel dans une PME de province. Plus de six cents hommes et intermédiaires impliqués, des centaines d'opérations menées, des campagnes de désinformation engagées, près de quatre cents personnes exécutées ou blessées, une quarantaine de bateaux coulés et une dizaine d'avions détruits, des interventions dans plus d'une vingtaine de pays, et des actions spécifiques en Afrique noire aussi... autant d'événements qui n'ont officiellement pas existé. Une guerre invisible.

On reparlera du réseau *Main rouge* trois ans plus tard, à l'occasion de l'affaire Ben Barka : même méthode, mêmes hommes à la manœuvre (Boucheseiche), même coordinateur (Foccart)... Mais là encore, c'est un secret bien gardé de la République. Et c'est une autre histoire secrète. C'est une autre époque qui commence, celle de la *Françafrique* et celle du temps *post-colonial*.

**Pascal Blanchard**